



Des employés travaillent sur une chaîne d'assemblage de véhicules à énergies nouvelles dans une usine BYD à Huai'an, dans la province du Jiangsu (dans l'Est de la Chine).

2026

18 janvier 2026

La force de l'économie chinoise l'emportera-t-elle sur ses faiblesses ?

BYD hier, DeepSeek aujourd'hui : la Chine enchaîne les démonstrations de force technologique au point de rivaliser avec les États-Unis. Mais ces succès masquent-ils une économie déséquilibrée, minée par la surproduction, la dette et la défiance des ménages ? Derrière l'impressionnante vitrine industrielle, la Chine affronte des faiblesses qui pourraient freiner son ascension.

 Jean-Marc Siroën ↗

4 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 6:16min

L'année 2024 avait connu son « moment BYD ». Cette firme chinoise que personne n'avait vu venir, dépassait maintenant l'Américain Tesla dans la production d'automobiles électriques et hybrides . Quant à l'année, 2025 elle fut inaugurée, on s'en souvient, par le « moment DeepSeek ». À la surprise générale, la Chine annonçait le lancement d'une plateforme IA *open source*, toute aussi efficace et beaucoup moins gourmande que ses rivales américaines à commencer par le leader ChatGPT. Ces victoires s'ajoutaient à celles gagnées auparavant dans les panneaux solaires, les éoliennes et les batteries électriques.

Pour 2026, rien n'est encore annoncé. Mais ne désespérons pas, l'année ne fait que commencer.

La Chine impressionne donc par ses percées dans les hautes technologies ce qui ferait presque oublier son ancien statut d'atelier du monde où de petites mains assemblaient des composants venus d'ailleurs. Officiellement, la plupart des ambitieux objectifs du plan *Made in China 2025*, lancé il y a juste dix ans par Xi Jinping, auraient ainsi été atteints. Sous la férule du Parti, la Chine serait parvenue à concilier l'inconciliable, le Plan et le marché et réussi à développer les industries d'une nouvelle économie décarbonée et électronisée, moins dépendantes des biens intermédiaires importés et des technologies étrangères. La Chine renforcerait ainsi à grande vitesse son statut tout neuf de grande puissance économique, technologique et militaire, rivale des [Etats-Unis](#) et grand fossoyeur de l'industrie européenne.

Ces succès chinois ne signent pourtant pas la fin de l'histoire. Le pays a toujours besoin d'importer des composants électroniques étrangers qui restent plus performants que les siens. Huawei et Cambricon ne suffisent pas à satisfaire tous les besoins et le pays dépend toujours des firmes et des technologies étrangères qu'elles soient américaines (NVIDIA, Intel), taïwanaises (TSMC), coréennes (Samsung), japonaises (TEL) ou néerlandaises (ASML). L'année 2025 a néanmoins montré que si la Chine restait sous la menace des embargos américains, elle disposait d'un argument de poids pour la contrer : les terres rares qu'elle produit et qui entrent dans la composition des puces électroniques. Et puis, ne plus vendre de microprocesseurs aux firmes chinoises, n'est-ce pas le meilleur moyen d'accélérer leur rattrapage.

À lire aussi

Frustré, vexé, humilié... cette fois, le patronat français va se fâcher, il était temps

Jean-Marc Sylvestre

La Chine est-elle en mesure de continuer à tailler des croupières aux Etats-Unis dans les technologies d'avenir structurées autour du développement de l'IA ? Elle en a certainement les moyens scientifiques mais toujours pas les capacités de développement. À l'heure actuelle 75% des super-ordinateurs dédiés à l'IA sont américains et seulement 15% chinois [1]. Il ne suffit pas que les moyens existent, il faut encore les faire tourner alors même que les principales plateformes américaines restent loin devant. De fait, le « moment DeepSeek » a assez vite fait long feu : un an après son lancement, elle reste loin derrière ChatGPT, Perplexity AI ou Gemini.

La Chine a beau avoir introduit le marché dans son système économique, elle n'a pas évité les pièges d'une planification aux profondes racines stalinienennes et qui repose sur une **idéologie** qui méprise les services, donne la priorité aux infrastructures et privilégie une industrie lourde dont le développement est censé irriguer le reste de l'économie. Comme conséquence, la Chine doit s'accommoder d'infrastructures sous-utilisées, d'une crise du logement qui s'éternise, de l'explosion du déficit de l'État et des collectivités locales et de dettes qui s'accumulent. L'étatisme n'est pourtant pas le seul pan de l'économie chinoise qui pousse à la surproduction. L'hyper concurrence dans certains secteurs au coût d'entrée abordable, comme celui des automobiles électriques, peut aussi revendiquer sa part de responsabilité dans l'avalanche de faillites.

Contrairement à ce que distillent les commentateurs, l'augmentation des excédents commerciaux chinois (autour de 1000 milliards de dollars prévus en 2025), n'est pas la preuve de ses succès mais plutôt celle de ses échecs. L'objectif de réorienter le moteur de la croissance vers la consommation a échoué malgré les moyens mis dans ses plans de relance successifs. Les biens que les ménages chinois n'achètent pas en quantité suffisante pour absorber la production, les entreprises les exportent quitte à les brader, aidées en cela par une politique de change qui pérennise la sous-évaluation de sa monnaie alors même que l'excédent de la balance courante devrait au contraire la réévaluer.

Tirer sa croissance par les exportations est donc moins un objectif relevant d'un mercantilisme effréné que la conséquence quasi mécanique d'un système économique et politique contradictoire. D'un côté, il prédispose à la surproduction et, de l'autre, il conduit à une sur-épargne structurelle qui la favorise. Le taux d'épargne chinois est en effet deux fois plus élevé (42 % du PIB) que la moyenne mondiale. Pour les ménages, elle doit couvrir les dépenses futures de santé, de retraite, d'éducation insuffisamment prises en charge autrement. Le taux de croissance peut certes paraître relativement élevé (il fluctue autour de l'objectif officiel de 5%) mais il est surestimé et même illusoire car trop produire c'est encore produire ce qui soutient le PIB mais au risque de provoquer la déflation. Cela fait maintenant plusieurs années que le chômage des jeunes frise les 20% ; une aberration dans un pays qui se désole, à raison, du vieillissement accéléré de sa population et qui n'a pas trouvé mieux pour la combattre que de prendre des mesures dérisoires comme ... taxer les préservatifs !

Et l'impact des tarifs Trump sur la réindustrialisation de l'Amérique est... exactement celui qu'on pouvait attendre

Pierre Bentata et Jean-Marc Siroën

Si le *Made in China 2025* visait à rendre la Chine moins dépendante des composants et des biens intermédiaires étrangers avec quelques avancées spectaculaires (qui restent à confirmer), il a finalement rendu la Chine plus dépendante des marchés étrangers ce qui l'expose aux mesures protectionnistes au risque d'accélérer la relocalisation des méga-usines d'assemblage vers des pays comme l'Inde ou le Vietnam (même si les nouveaux droits de douane américains ne les favorisent pas).

La Chine sait exposer sa puissance et impressionner. Elle a transformé radicalement son économie et réduit l'extrême pauvreté. Il lui reste maintenant à mettre en place un système socio-économique qui sécurise davantage la population et lui donne suffisamment confiance dans l'avenir pour moins épargner et... lui redonner les moyens de faire des enfants.

Ce ne sera pas une mince affaire.

[1] Konstantin F. Pilz, James Sanders, Robi Rahman et Lennart Heim,
« Trends in AI Supercomputers », 22 avril 2025.

À lire aussi

Crash économique et démographique français : La faute à qui ?

Christian Saint-Etienne

Par Jean-Marc Siroën

MOTS-CLES

2026 , économie , Chine , Pékin , Xi Jinping , industrie , atouts , entreprises , croissance , PIB

THEMATIQUES

Economie